



Rennes, le 18 décembre 2014

- **Monsieur le Premier Ministre**

Monsieur le Premier Ministre,

Votre présence ce jour à Brest est présentée comme celle d'un anniversaire.

Un anniversaire est un rappel d'un événement passé, en l'occurrence ici, le Pacte d'Avenir pour la Bretagne, accouché dans les circonstances que chacun connaît mais dont tout le monde ne s'accorde pas sur les origines qui ont conduit à la crise bretonne.

C'est pourtant à cet examen qu'il faudrait consacrer un temps pour mesurer si les maux d'hier sont estompés. Force est de constater que pour les salariés et les populations, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Le Pacte d'Avenir a pour le moins l'originalité de rassembler sous un même document, et dans une même démarche l'organisation des politiques publiques pour un «mieux vivre ensemble» en Bretagne.

De ce point de vue, la CGT est assez critique quant aux remèdes appliqués puisque enfermés dans le carcan de l'austérité très largement rejetée par le peuple et ce également au-delà de nos frontières.

L'austérité n'est pas une conséquence à une adaptation contrainte d'une économie mondiale débridée, l'austérité est un choix politique.

L'éternel refrain que l'on ne peut pas faire autrement a fait long feu, même pour celles et ceux qui y sont sensibles, ce qui n'est pas notre cas.

La CGT ne le répétera jamais assez, soit on tente de reléguer le syndicalisme au simple rôle de commentateurs des actions politiques et économiques, soit on est capable de considérer le mouvement syndical comme force de propositions, ce qui est notre cas.

La CGT aussi peut aimer l'entreprise. Le tout est de savoir ce que l'on met derrière le mot. Si l'entreprise se résume au détenteur du capital, il est certain que notre désaccord sera flagrant.

Déposez un capital sonnante et trébuchant sur votre table de salon, admirez-le si vous voulez, mais il ne se passera rien, en gain ou en perte, même durant des siècles, sans l'intervention humaine.

Et c'est de cette intervention dont il faut débattre.

Replacé dans le mode de l'entreprise, il est plus qu'urgent que l'on en revienne à la notion du travail et à son contenu. Cela nécessite d'en avoir un, ce qui pose la question du chômage de masse en France. Le chômage n'est pas endémique dans l'hexagone, il est la résultante de choix politiques et économiques.

Ce dont il devrait être question, c'est de la revalorisation du travail.

Emplois, salaires, retraites, services publics sont des enjeux pour lesquels on a du mal à croiser le fer, sérieusement, avec nos interlocuteurs dont certains ont maintenant trouvé dans la martingale «simplification», la recette miracle. Ce n'est plus de la simplification mais du «simplisme».

Parmi ces enjeux, la place de l'industrialisation du pays composé de territoires, partenaires et non concurrents, est une préoccupation majeure que quelques intellectuels ont préféré oublier pendant

des années pensant que la France serait une élite de cerveaux et que les bras se trouveraient ailleurs.

Soit en délocalisant l'activité, soit en délocalisant les femmes et les hommes de pays voisins en les «détachant», mot plus élégant que celui d'exploitation.

Cette politique est d'ailleurs en vigueur dans les propres entreprises de l'État comme DCNS et plus particulièrement à Lorient où un nouveau cap pourrait être franchi en mettant de plus l'outil industriel à la disposition «de marchands d'hommes ».

Pour la Cgt, il est évident depuis très longtemps la mer est un potentiel de ressources pour l'industrie, les transports et l'emploi.

En venant à Brest, vous nous donnez raison, puisque la situation Brestoïse est une particularité, puisqu'elle recèle sur son périmètre géographique des composantes complémentaires.

Il existe à Brest un fort potentiel universitaire, de recherche, d'expertise, ... et plus particulièrement dans le monde marin. La place et le rôle de la Marine Nationale sont aussi primordiaux, ce qui rend incompréhensibles les dispositions de suppressions d'emplois dans ce secteur, civils et militaires.

Avec un projet de développement du port de Brest dans une filière industrielle nouvelle des énergies marines renouvelables, cette complémentarité doit s'élargir en appui sur les deux secteurs navals de Brest, l'un civil et l'autre militaire qui, tous deux ne doivent pas s'affaiblir sur leurs missions premières, au contraire.

L'argent public est largement mobilisé pour cet essor par l'action du Conseil Régional en compensation du recul de l'État. Qui dit argent public, pour la CGT, dit traçabilité pour la création nette d'emplois par une contractualisation avec les industriels. En nombre et par la nature des emplois qui ne peuvent être que stables et de qualité.

Nous sommes en attente d'engagements en ce sens.

Monsieur le Premier Ministre, on ne mesure pas une action politique en se faisant bien noter par le grand patronat puisqu'il fait la démonstration quotidienne qu'il ne sera jamais rassasié.

Il est pour le moins particulier qu'un gouvernement de sensibilité de gauche, au sens noble et politique du terme, soit à ce point dépourvu de sens politique pour mettre la table et le couvert à l'individualisme que ce même patronat nomme «Liberté.»

On peut se jouer du premier mot de la devise de la France en détournant son sens premier, puisque c'est le seul qui puisse faire l'objet d'un détournement malveillant.

Comment en effet détourner «Égalité et Fraternité»?

Mais vous avez peut-être une réponse éclairée à ce sujet?

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sincères salutations.

Le Secrétaire du Comité Régional

C.G.T. Bretagne



Thierry GOURLAY